



Manuela FERNANDEZ

**Siège social : 20 Avenue Paul Ramadier
12300 DECAZEVILLE**

Exercice clos le 31 décembre 2024



RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2024

A l'assemblée générale de l'association ACCES LOGEMENT INSERTION,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association ACCES LOGEMENT INSERTION relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de votre entité à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 01 janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues, sur la présentation d'ensemble des comptes et sur les procédures de contrôle interne concourant à l'élaboration des comptes, notamment pour ce qui concerne :

Principes comptables suivis

Rappelés dans l'annexe, nous avons pu apprécier leur caractère approprié ainsi que leur correcte application.

Estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes

L'exercice sous examen n'a pas donné lieu à des estimations comptables significatives.

Présentation d'ensemble des comptes

Les informations figurant dans les états annuels contribuent de manière satisfaisante à la présentation d'une image fidèle de l'association au 31 décembre 2024.

Procédures de contrôle interne concourant à l'élaboration des comptes

Au cours de notre intervention, nous nous sommes notamment assurés que les procédures de contrôle interne mises en place par la direction de votre association, réduisaient le risque d'anomalie significatives pouvant affecter les comptes annuels, résultant d'erreurs ou de fraudes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'association sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement de l'entité relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'entité ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une

erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à SAINT JEAN DE VEDAS, le 28 mars 2025

Le commissaire aux comptes


Manuela FERNANDEZ
Pour CONSAUDIT EXPERTS

BILAN SYNTHETIQUE

ACCUEIL ECOUTE SOLIDARITE LOGE I

Edition du : 01/01/2024 au 31/12/2024

Soldes N-1 de l'exercice

Avec brouillard

Hors simulation

ACTIF	Exercice N			N-1		PASSIF	Exercice N net	Exercice N-1 net
	Brut	Amortissements et provisions	Net	Net	Net			
Actif immobilisé :						Capitaux propres		
Immobilisations incorporelles						Capital		
- Fonds commercial						Ecart de réévaluation		
- Autres						Réserves :		
Immobilisations corporelles	293 999	121 534	172 465	190 313		- Réserve légale		
Immobilisations financières	3 857		3 857	4 226		- Réserves réglementées		
TOTAL I	297 856	121 534	176 321	194 538		- Autres		
Actif circulant :						Report à nouveau	279 303	281 348
Stocks et en-cours (autres que marchandises)						Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)	(24 320)	(2 045)
Marchandises						Subventions d'investissement	106 156	117 042
Avances et acomptes versés sur commandes						Provisions réglementées		
						TOTAL I	361 139	396 346
Créances :						Provisions pour risques et charges (II)		
Clients et comptes rattachés	4 113	4 113				Dettes	25 895	23 877
Autres	31 115		31 115	18 959		Emprunts et dettes assimilées		
Valeurs mobilières de placement						Avances et acomptes reçus sur commandes		
Disponibilités (autres que caisse)	343 779		343 779	320 644		Fournisseurs et comptes rattachés	24 215	26 806
Caisse	783		783	593		Autres	116 689	65 775
TOTAL II	379 790	4 113	375 677	340 197		TOTAL III	140 904	92 581
Charges constatées d'avance (III)						Produits constatés d'avance (IV)	24 060	21 932
TOTAL GENERAL (I+II+III)	677 646	125 648	551 998	534 735		TOTAL GENERAL (I+II+III+IV)	551 998	534 735

ACCUEIL ECOUTE SOLIDARITE LOGE I

Edition du : 01/01/2024 au 31/12/2024

Soldes N-1 de l'exercice

COMPTE DE RESULTAT SYNTHETIQUE

Avec brouillard

Hors simulation

CHARGES (Hors taxes)	Exercice N Net	Exercice N-1 Net	PRODUITS (Hors taxes)	Exercice N net	Exercice N-1 net
CHARGES D'EXPLOITATION :			PRODUITS D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises			Ventes de marchandises	117 029	109 206
Variation de stock (marchandises)			Production vendue (biens et services)		
Achats d'approvisionnement	53 555	93 395	Production stockée		
Variation de stock (approvisionnement)			Production immobilisée		
Autres charges externes	191 201	220 963	Subventions d'exploitation	382 105	458 854
Impôts, taxes et versements assimilés	3 948	2 392	Autres produits	71 851	90 618
Rémunération du personnel	248 452	243 322	Produits financiers	2 680	2 575
Charges sociales	88 188	85 475			
Dotations aux amortissements	19 897	18 717			
Dotations aux provisions	2 018	8 679			
Autres charges	1 207	900			
Charges financières					
TOTAL (I)	608 466	673 844	TOTAL (I)	573 665	661 254
CHARGES EXCEPTIONNELLES (II)	405	342	PRODUITS EXCEPTIONNELS (II)	10 886	10 886
IMPOTS SUR LES BENEFICES (III)					
TOTAL DES CHARGES (I+II+III)	608 871	674 185	TOTAL DES PRODUITS (I+II)	584 551	672 140
BENEFICE OU PERTE	(24 320)	(2 045)			
TOTAL GENERAL	584 551	672 140	TOTAL GENERAL	584 551	672 140



20 avenue Paul Ramadier
12300 DECAZEVILLE
05.65.43.50.13
acces-logement@wanadoo.fr

ANNEXE AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT 2024

Informations générales :

L'association ACCES Logement Insertion est une association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901 et le décret du 16 août 1901.

Objet social :

L'association a pour but de favoriser, de mettre en œuvre et de promouvoir l'hébergement, l'insertion, la réinsertion sociale et professionnelle des personnes ou des familles en difficultés. Elle participe à la prévention de l'exclusion par l'accompagnement des personnes accueillies en s'appuyant sur les dispositifs de droit commun et connexes ; elle y concourt par les moyens qu'elle mobilise en direction des bénéficiaires et des partenaires institutionnels et associatifs.

L'association accueille toutes les personnes qui lui sont adressées ou qui la sollicitent, sans discrimination et en toute liberté de conscience : chaque personne a droit au respect de ses convictions dans une égalité de traitement.

L'association peut gérer des activités par délégation de service public et répondre à des appels à projets et des marchés publics en accord avec les valeurs énoncées précédemment.

Périmètres des activités :

Elle exerce ses activités sur le territoire de Decazeville Communauté mais l'essentiel est concentré sur la commune de Decazeville.

Nature des activités :

L'association gère les activités suivantes :

- Centre d'hébergement d'urgence et d'insertion
- Aire d'accueil des gens du voyage (par marché public)
- Intermediation locative
- Accueil de familles déplacées et réinstallées

En fonction des politiques sociales, de nouvelles activités peuvent s'ajouter.

Moyens mis en œuvre :

L'association est dirigée par un Conseil d'Administration de 32 membres maximum, où siègent des personnes physiques et des personnes morales. Il est renouvelé après chaque élection municipale.

Le Conseil d'Administration élit chaque année en son sein un bureau de 12 membres maximum composé au moins de :

- 1 président (ou 2 co-présidents)
- 1 vice-président
- 1 secrétaire
- 1 trésorier

Contributions volontaires :

L'association fait appel à des bénévoles pour l'apprentissage du français et en soutien à l'animatrice dans le cadre de l'accompagnement à la scolarité. Cela représente 100,5 h pour l'année 2024 soit 1170,83 € sur la base du SMIC hors cotisations patronales. Par ailleurs, ces personnes renoncent au remboursement de leurs frais soit 957 € qui peuvent donner droit à une réduction d'impôt.

Dans le cadre du marché de gestion globale de l'aire (2 lots), Decazeville Communauté met à disposition de l'association, le local d'accueil et la salle d'animation. A raison de 50 € / m² / an, on peut évaluer cette mise à disposition à 4 500 €. Par ailleurs, 50 % de la consommation d'eau restant à charge de la collectivité et 90 % de celle d'électricité peuvent être valorisées à hauteur de 1 020 €.

Règles et méthodes comptables :

Les comptes annuels sont établis en euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

L'exercice précédent couvrait la période de janvier 2023 à décembre 2023.

Le total du bilan est de 551 998 €.

Le résultat net comptable est déficitaire de 24 230,10 €.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de bases :

- Continuité de l'exploitation
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- Indépendance des exercices.

Règlement comptable :

Depuis l'exercice ouvert au 1^{er} janvier 2020, il a été fait application du règlement ANC 2018-06 du 5 décembre 2018, homologué par Arrêté du 26 décembre 2018, relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

Immobilisations :

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition hors frais accessoires et frais d'acquisition des immobilisations ou à leur coût de production hors charges financières.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée d'usage pour les immobilisations non décomposables à l'origine.

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat hors frais accessoires et hors frais financiers.

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Actif immobilisé :

Mouvements des immobilisations brutes

Poste	Valeur au 31/12/2023	Acquisitions	Cessions / Mises rebut	Valeur au 31/12/2024
Aménagements divers	230 729,00			230 729,00
Matériel de transport	35 410,00			35 410,00
Matériel de bureau et informatique GDV	683,00		683,00	-
Matériel de bureau et informatique général	8 370,00	1 153,84	924,98	8 598,86
Mobilier	8 774,00			8 774,00
Mobilier GDV	10 488,00			10 488,00
Total immobilisations corporelles	294 454,00	1 153,84	1 607,98	293 999,86
Cautionnements CH	2 182,00			2 182,00
Cautionnements Réfugiés	369,00		369,00	-
Cautionnements Déplacés	1 674,00			1 674,00
Total immobilisations financières	4 225,00	-	369,00	3 856,00
Actif immobilisé	298 679,00	1 153,84	1 976,98	297 855,86

Mouvements des amortissements

Poste	Amortissements au 31/12/2023	Augmentations	Diminutions	Amortissements au 31/12/2024
Aménagements divers	42 924,00	17 727,02		60 651,02
Matériel de transport	35 410,00			35 410,00
Matériel de bureau et informatique GDV	683,00		683,00	-
Matériel de bureau et informatique général	6 436,00	503,63	520,31	6 419,32
Mobilier	8 717,00	56,19		8 773,19
Mobilier GDV	9 971,00	310,00		10 281,00
Amortissements et dépréciations	104 141,00	18 596,84	1 203,31	121 534,53

Créances et dettes :

Les créances et dettes sont évaluées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Produits à recevoir :

Ils s'élèvent à 31 115 euros au 31/12/2024 et figurent à la ligne « Autres Créances » du bilan actif.

Ils correspondent à :

- Des subventions de collectivités pour 19 606 euros
- Autres produits à recevoir pour 11 509 euros.

Dettes :

Elles s'élèvent à 140 904 euros au 31/12/2024 et figurent aux lignes « Fournisseurs et comptes rattachés » & « Autres dettes » du bilan passif.

Elles correspondent à :

- Des factures d'exploitation non parvenues pour 24 215 euros
- La provision pour congés payés, charges sociales comprises, pour 61 993 euros
- Autres pour 54 696 euros

Subventions :

Les subventions comptabilisées sont celles afférentes à l'exercice, y compris les subventions attribuées à recevoir à la clôture de l'exercice.

Organisme	31/12/2024
Subvention Communauté de Communes CH	19 000,00
Subvention Communauté de Communes GDV	77 785,54
Subvention CCAS CH	2 745,00
Subvention DDETSPP CH	136 326,00
Subvention DDETSPP GDV	7 852,00
Subvention DDETSPP Réfugiés	48 484,11
Subvention DDETSPP IML UK	69 498,00
Conseil Départemental CH	10 980,00
Conseil Départemental GDV	3 150,00
Autres subventions GDV (CLAS)	6 374,01
TOTAL	352 494,66

Fonds propres :

Poste	Au 01/01/2024	Augmentations	Diminutions	Au 31/12/2024
Report à nouveau	281 348,36		2 045,33	279 303,03

Engagement de retraite :

Les Indemnités de Fin de Carrière sont comptabilisées. Elles sont évaluées à 25 894,62 € sur la base des estimations suivantes :

- Méthode prospective : méthode des unités de crédits projetées
- Taux d'actualisation financière annuel des sommes investies : 3,38 %
- Taux de charges patronales moyen pour les cadres : 40,00 %
- Taux de charges patronales moyen pour les non cadres : 35,00 %
- Taux d'évolution salariale minimum : 0 %
- Taux d'évolution salariale maximum : 0 %
- Taux d'évolution salariale moyen : 0 %